

Voilà une véritable prime pour les sociétés comme Imperial Oil. Mon collègue, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a calculé les superprofits que cela va apporter à des sociétés comme Imperial Oil. Cette politique du gouvernement va représenter une centaine de millions de dollars par année. De quel côté le gouvernement est-il? Du côté des petites entreprises canadiennes qui s'occupent d'isolation thermique, des techniques et du matériel nécessaires pour abandonner le mazout? Non, monsieur le Président, il n'est pas du tout de ce côté-là. Les grosses sociétés pétrolières multinationales vont profiter de la politique du gouvernement. Voilà la première chose que j'avais à dire, et comme l'affirme mon ami le député de Hamilton Mountain (M. Deans), c'est une chose importante.

Il faut reconnaître, monsieur le Président, que certaines localités sont encore en voie d'être raccordées au réseau de gaz naturel. Il se trouve que ma circonscription figure parmi celles-là. Ces derniers mois, Inland Natural Gas Company, de la Colombie-Britannique, bénéficiant d'une aide fédérale et provinciale, s'est occupée de raccorder à son réseau sept localités de ma circonscription. Malheureusement, les milliers de familles qui habitent dans les secteurs concernés ne pourront pas profiter du programme parce qu'elles ne sont pas en phase avec lui.

Voilà pourquoi je suis heureux que le député de Vancouver-Kingsway et le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) aient proposé de renvoyer le projet de loi à quelques mois. Au lieu de mettre fin à cette aide le 31 mars, il faudrait la maintenir au moins jusqu'à la fin septembre, afin que les populations des localités de l'ensemble du Canada puissent en profiter. L'amendement est très sensé, et si le gouvernement veut faire régner l'équité, il devrait envisager cette prolongation de six mois pour donner aux populations des régions comme Shuswap par exemple, en Colombie-Britannique, et Brant en Ontario, la possibilité d'avoir recours à ces programmes. Malheureusement, elles vont se retrouver sans rien du fait de cette décision tout à fait brutale prise par la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) du nouveau gouvernement conservateur.

● (1120)

Le projet de loi me porte également à m'inquiéter pour la recherche d'économies d'énergie. Il faudrait encourager les Canadiens à s'occuper un peu plus d'économies énergétiques. Les programmes visés par le projet de loi avaient pour but de donner aux Canadiens à revenus modestes et à revenus moyens un encouragement leur permettant d'abandonner le pétrole, source non renouvelable qui devient de plus en plus chère.

Cela n'intéresse pas le gouvernement d'encourager les économies d'énergie. Il préfère aider les multinationales pétrolières en laissant le prix du pétrole grimper jusqu'à atteindre le cours mondial et en n'offrant pas de stimulants aux Canadiens ordinaires qui veulent se libérer de leur dépendance à l'égard de cette forme coûteuse d'énergie. Nous devrions admettre que ce projet de loi constitue une mesure régressive, car ces programmes sont reconnus dans le monde entier comme formant un système de subventions très progressiste permettant aux Canadiens ordinaires de se libérer de leur dépendance à l'égard du pétrole.

### *Remplacement du mazout—Loi*

Le gouvernement a montré qu'il ne voulait pas encourager les économies d'énergie. Il préfère aider les multinationales plutôt que les petites entreprises canadiennes qui participaient à ces programmes. Cela suffit pour que les Canadiens ordinaires doutent de l'engagement du gouvernement à l'égard des petites entreprises canadiennes et des Canadiens à moyen et faible revenus. Cela indique très clairement que l'appui du nouveau gouvernement va aux grandes multinationales et transnationales pétrolières.

Pendant le peu de temps que ces programmes ont duré, le Canada a économisé quelque 42,000 barils de pétrole par jour. Nous avons économisé quinze millions de barils de pétrole par année parce que des Canadiens ont pu se libérer, grâce à ces programmes, de leur dépendance à l'égard du pétrole pour le chauffage de leur maison. Et, pourtant, ces programmes sont supprimés.

Jusqu'à maintenant, près de un million de logements dans tout le Canada ont vu leur système de chauffage au mazout converti en un autre système. Ce programme gouvernemental de conversion a vraiment été couronné de succès et a gagné l'appui des Canadiens. Le gouvernement a supprimé un programme qui marchait bien, qui nous a libéré de notre dépendance à l'égard du pétrole et qui nous a permis une meilleure autonomie en matière de production pétrolière. Le gouvernement prétend que nous n'avons plus besoin de ce programme.

Le gouvernement devrait avoir honte de présenter pareil projet de loi. C'est pourquoi je suis heureux de demander, à l'instar de mon ami et collègue, le député de Vancouver-Kingsway, que ce projet de loi soit reporté à six mois afin que les gens qui veulent profiter de ces programmes puissent le faire encore pendant ces six mois. Un tel délai donnera peut-être en outre au gouvernement le temps de reprendre ses esprits et de voir que c'est là un projet de loi très régressif.

● (1125)

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria), auquel je dois répondre, a dit que si les ministériels de l'arrière-ban étaient libres de décider, ils se diraient probablement d'accord avec lui et rejetteraient le projet de loi. Rien n'est plus loin de la vérité, monsieur le Président.

**M. Penner:** Vous avez perdu votre idéalisme?

**M. Nickerson:** C'est de nos rangs que vient l'impulsion pour présenter des mesures de ce genre. Combien de fois le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) n'a-t-il pas recommandé que l'on mette au rancart le Programme canadien de remplacement du pétrole et le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes! Le gouvernement libéral précédent avait l'intention d'en prolonger l'application jusqu'à la fin de 1990. La mesure à l'étude a pour objet d'en ramener la date d'expiration à la fin de la présente année financière. Nous ne nous entendons simplement pas sur la date d'expiration, voilà tout. Les libéraux ne laisseraient pas les programmes prendre fin de toute façon. Ils sont maintenant tout excités et prétendent que c'est la pire chose qui soit jamais arrivée aux Canadiens qui ont à chauffer leur maison.